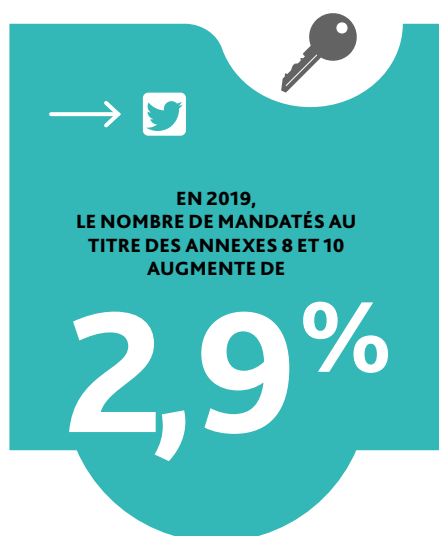




STATISTIQUES ET INDICATEURS

LES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 EN 2019

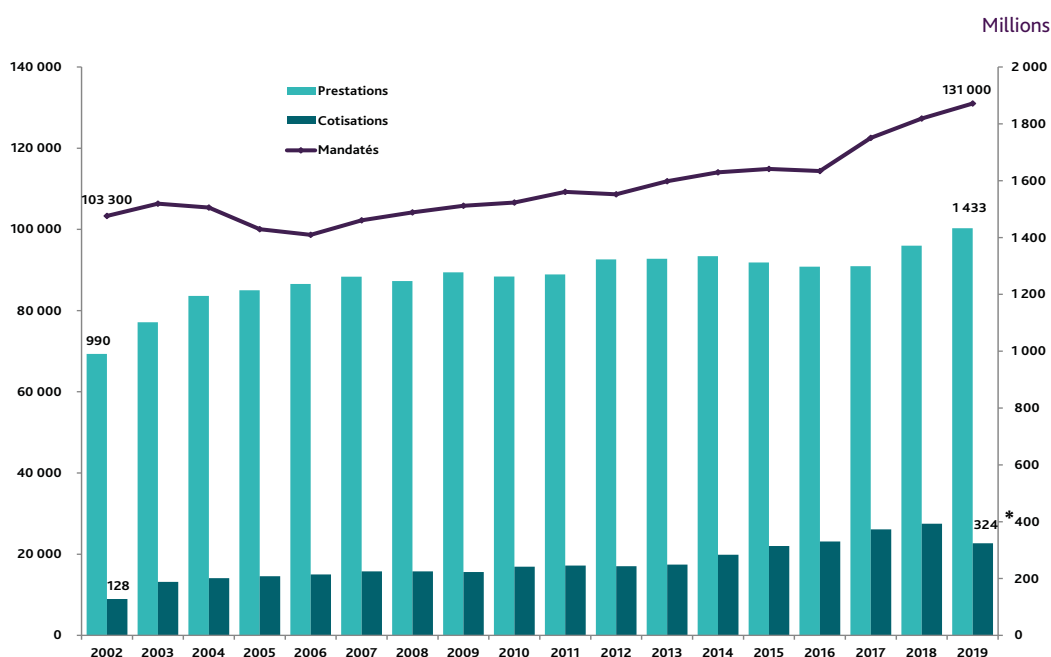


Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une journée (« mandatés ») au titre des annexes 8 et 10 augmente de +2,9% en 2019 pour atteindre 131 000. La hausse du nombre de mandatés est accompagnée d'une hausse de 4,5% de la masse des prestations versées.

Le nombre d'allocataires indemnisés en fin d'année, 105 100 au total, progresse de +4,8%. Il s'agit d'une population d'âge moyen (41 ans), à forte prédominance masculine (64,2%). Un peu plus de la moitié des allocataires (51,9%) sont indemnisés au titre de l'annexe 10. Le montant journalier moyen d'indemnisation s'établit à 56,5 euros (59,6 euros pour l'annexe 8 et 53,5 euros pour l'annexe 10).

Graphique 1

GRAPHIQUE N°1 : EVOLUTION DES PRESTATIONS, COTISATIONS ET MANDATÉS ENTRE 2002 ET 2019



*cette évolution reflète une diminution des cotisations en 2019 du fait de la suppression de la cotisation salariale dont la compensation par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, n'est pas prise en compte dans ce graphique

Le nombre d'allocataires indemnisés (allocataires « mandatés ») au titre des annexes 8 (techniciens du spectacle) et 10 (artistes) de l'Assurance chômage augmente de 2,9% (+3 700) en 2019. Cette augmentation concerne particulièrement les mandatés au titre de l'annexe 10 dont le nombre augmente de 4,7% (+3 000) en un an.

Ces allocataires sont en moyenne indemnisés 198 jours en 2019. Par rapport à 2018, cette durée d'indemnisation augmente de trois jours. Les allocataires indemnisés au titre de l'annexe 8 restent moins longtemps indemnisés que ceux indemnisés au titre de l'annexe 10 (168 jours pour les premiers contre 228 jours pour les seconds).

Le taux journalier d'indemnisation moyen, qui dépend notamment des niveaux de salaire et du nombre d'heures de l'année précédant l'ouverture du droit, est de 55,3 € en 2019 et est en légère augmentation sur un an (+0,1%). Cette augmentation est portée par la hausse du taux journalier d'indemnisation des mandatés au titre de l'annexe 10 : leur taux journalier passe de 52,6 € en 2018 à 53,0 € en 2019.

Les augmentations du nombre de personnes indemnisées, de la durée moyenne d'indemnisation et du taux journalier moyen ont pour conséquence une augmentation des prestations versées en 2018 de +4,5%. Le montant total représente 1 433 millions d'euros en 2019, et atteignait 1 371 millions d'euros en 2018.

Tableau 1

ALLOCATAIRES INDEMNISÉS DANS LE CADRE DES ANNEXES 8 ET 10 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Année	Régime	Allocataires mandatés au cours de l'année (1)	Taux journalier	Durée moyenne	Prestations versées (2)	Cotisations encaissées (3)	Dont contributions encaissées au titre de l'Assurance chômage (4)	Rapport prestations (2)/ contributions (4)
	Annexe 8	50 618			693			
	Annexe 10	48 060			544			
2006	Total	98 678	59,3	211	1 237	214	212	584%
	Annexe 8	62 340			683			
	Annexe 10	52 021			629			
2015	Total	114 361	56,8	202	1 312	314	308	427%
	Annexe 8	63 241	60,7	174	666			
	Annexe 10	53 907	52,6	223	631			
2016	Total	117 148	56,5	196	1 297	330	325	400%
	Annexe 8	64 033	59,0	163	617			
	Annexe 10	58 490	51,7	226	682			
2017	Total	122 523	54,9	193	1 299	373	369	352%
	Annexe 8	64 744	58,6	165	628			
	Annexe 10	62 577	52,6	226	744			
2018	Total	127 321	55,2	195	1 371	393	390	352%
	Annexe 8	65 475	58,3	168	640			
	Annexe 10	65 547	53,0	228	793			
2019	Total	131 022	55,3	198	1 433	324*	320*	448%*
Evolution 2018/2019		2,9%	0,1%	1,5%	4,5%	-17,6%*	-17,9%*	

(1) Allocataires qui ont été indemnisés au moins une journée au cours de l'année

(2) Prestations versées au titre de l'assurance chômage en millions d'euros (hors AGS)

(3) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et de l'AGS en millions d'euros et prise en charge de l'ACOSS en 2019 (contribution patronale)

(4) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et prise en charge de l'ACOSS en 2019 (contribution patronale)

*ces évolutions reflètent une diminution des cotisations du fait de la suppression de la cotisation salariale dont la compensation, par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, n'est pas prise en compte dans ce tableau.

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires – Données comptables du centre de recouvrement d'Annecy

Champ : France entière

Les contributions totales encaissées au titre de l'Assurance chômage diminuent de 17,6% en un an. Cette baisse s'explique par la suppression de la cotisation salariale en 2018, compensée pour l'assurance chômage par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, qui ne sont pas pris en compte ici^{1,2}.

1. Le montant des cotisations salariales en 2018 était d'un peu moins de 70M€.

2. Depuis le 1^{er} octobre 2019, la contribution patronale à l'assurance chômage entre dans le champ de la réduction générale de cotisation pour les salaires compris entre 1 smic et 1,6 smic. Cette exonération est compensée à l'Unédic par l'ACOSS. Le montant du versement ACOSS au titre de la réduction de contribution pour les employeurs d'intermittents du spectacle est intégré au montant des cotisations encaissées.

Le nombre de bénéficiaires est en hausse de +4,8%

Au 31 décembre 2019, le nombre d'allocataires indemnisés atteint 105 100 soit une hausse de +4,8% par rapport à l'année précédente [cf. [tableau 2](#)]. L'annexe 10 représente 51,9% des indemnisés en 2019.

Tableau 2

EVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS ET DU MONTANT JOURNALIER MOYEN AU 31 DÉCEMBRE ENTRE 2016 ET 2019

	Annexe 8	Annexe 10	Ensemble	Part de l'annexe 10	Montant journalier moyen
2016	48 739	44 653	93 392	47,8%	56,9 €
2017	47 436	48 700	96 136	50,7%	56,1 €
2018	48 840	51 445	100 285	51,3%	56,5 €
2019	50 503	54 556	105 059	51,9%	56,5 €
Evolution 2018/2019	3,4%	6,0%	4,8%	+ 0,6 point	0,0%
	1 663	3 111	4 774		0,0 €

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Le montant journalier moyen des allocataires indemnisés fin 2019 est resté constant par rapport à fin 2018 à 56,5 €. Pour les techniciens, cette allocation journalière s'élève à 59,6 € contre 53,5 € pour les artistes. Les intermittents étant indemnisés environ 16 jours dans le mois en moyenne, l'allocation mensuelle moyenne s'élève ainsi à 932 € bruts par mois.

Les caractéristiques des indemnisés au titre des annexes 8 et 10 restent différentes de celles des allocataires de l'Assurance chômage

La population relevant de ces annexes est majoritairement masculine : les hommes représentent 64,2% des indemnisés au 31 décembre 2019 [66,9 % pour l'annexe 8 et 61,7% pour l'annexe 10, cf. [Tableau 3](#)]. A titre de comparaison, ils représentent 49,1% de l'ensemble des allocataires de l'Assurance chômage.

Cette population comporte peu de jeunes : les moins de 25 ans représentent 3,8% des indemnisés contre 12,5% pour les allocataires de l'Assurance chômage. Les plus de 50 ans sont également moins représentés dans les annexes 8 et 10 : la part des plus de 50 ans y est de 21,9% (contre 25,4% pour les allocataires de l'Assurance chômage).

La population relevant de ces annexes réside principalement dans la région Île de France (43,2%). Cette concentration est plus forte pour les allocataires de l'annexe 8 qui sont 49,4% à habiter en Île de France (contre 37,4% des allocataires de l'annexe 10).

Tableau 3

RÉPARTITION PAR ÂGE ET CARACTÉRISTIQUES DES INDEMNISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2019

	Ensemble	Annexe 8	Annexe 10
Moins de 25 ans	3,8%	4,7%	2,9%
25-34 ans	29,3%	33,3%	25,7%
35-49 ans	45,0%	43,2%	46,6%
50 ans et plus	21,9%	18,8%	24,8%
Âge moyen	40,5	39,2	41,7
Part des hommes	64,2%	66,9%	61,7%
Part de l'Île de France	43,2%	49,4%	37,4%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Les métiers recherchés par les artistes sont moins divers que ceux recherchés par les techniciens

Il est difficile de spécifier un métier particulier pour chacun des allocataires, puisque par définition celui-ci a pu s'ouvrir un droit en exerçant des emplois différents. Il est toutefois intéressant d'examiner le métier recherché, tout en sachant que celui-ci n'est pas systématiquement le métier exercé.

Près de la moitié des techniciens indemnisés recherchent l'un des cinq métiers suivants [cf. Tableau 4] : la prise de son et sonorisation (12,9%), la production et l'administration (10,4%), l'éclairage spectacle (9,4%), l'image cinématographique et télévisuelle (7,4%) et le montage audiovisuel et post-production (7,2%).

Tableau 4

RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 8 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Allocation journalière moyenne (€)	Âge moyen	%	% cumulé
Prise de son et sonorisation (L1508)	6 531	59,8	39	12,9%	12,9%
Production et administration spectacle, cinéma et audiovisuel (L1302)	5 268	58,2	38	10,4%	23,4%
Éclairage spectacle (L1504)	4 760	60,4	40	9,4%	32,8%
Image cinématographique et télévisuelle (L1505)	3 745	62,4	39	7,4%	40,2%
Montage audiovisuel et post-production (L1507)	3 634	62,4	38	7,2%	47,4%
Régie générale (L1509)	2 991	60,1	43	5,9%	53,3%
Décor et accessoires spectacle (L1503)	2 859	59,4	42	5,7%	59,0%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	2 857	59,5	40	5,7%	64,6%
Réalisation de contenus multimédias (E1205)	2 579	63,4	34	5,1%	69,7%
Machinerie spectacle (L1506)	2 438	58,7	41	4,8%	74,6%
Costume et habillage spectacle (L1502)	1 539	57,4	41	3,0%	77,6%
Films d'animation et effets spéciaux (L1510)	1 237	63,1	32	2,4%	80,1%
Musique et chant (L1202)	1 201	54,4	44	2,4%	82,4%
Art dramatique (L1203)	879	53,7	43	1,7%	84,2%
Coiffure et maquillage spectacle (L1501)	825	62,0	43	1,6%	85,8%
Journalisme et information média (E1106)	585	62,2	36	1,2%	87,0%
Création en arts plastiques (B1101)	360	57,6	44	0,7%	87,7%
Promotion d'artistes et de spectacles (L1303)	360	55,3	38	0,7%	88,4%
Autres métiers	5 855	56,9	39	11,6%	100%
Ensemble	50 503	59,6	39	100%	100%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2019

Pour les artistes indemnisés, la recherche d'emploi se concentre sur deux métiers [cf. Tableau 5] : les métiers de la musique et du chant (39,5%) et de l'art dramatique (27,7%).

Tableau 5

RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 10 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Taux journalier moyen (€)	Age moyen	%	% cumulé
Musique et chant (L1202)	21 537	52,6	43	39,5%	39,5%
Art dramatique (L1203)	15 095	54,1	42	27,7%	67,1%
Danse (L1201)	4 688	53,7	37	8,6%	75,7%
Arts du cirque et arts visuels (L1204)	3 233	53,6	39	5,9%	81,7%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	2 104	58,7	46	3,9%	85,5%
Enseignement artistique (K2105)	979	50,2	38	1,8%	87,3%
Mise en scène de spectacles vivants (L1301)	706	54,4	44	1,3%	88,6%
Prise de son et sonorisation (L1508)	553	52,4	40	1,0%	89,6%
Autres métiers	5 661	53,6	40	10,4%	100%
Ensemble	54 556	53,5	42	100%	100%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2019

Le nombre d'ouvertures de droit augmente

Les intermittents du spectacle alternent des périodes d'emploi et de chômage. Les règles spécifiques d'indemnisation annexées au règlement général de l'Assurance chômage, les annexes 8 et 10, tiennent compte de cette particularité des conditions d'emploi. Un droit à l'indemnisation est ouvert aux artistes et techniciens du spectacle inscrits comme demandeurs d'emploi et qui justifient d'une durée de travail supérieure à 507 heures sur une période de référence de 12 mois³.

En 2019, 119 700 ouvertures de droits ont été dénombrées, soit 5 100 de plus qu'en 2018 (+4,4%, cf. tableau 6). Cette hausse du nombre d'ouverture de droits est observée pour l'annexe 8 (+2 000 ; +3,6%) et pour l'annexe 10 (+3 000 ; +5,3%).

Deux facteurs ont contribué à cette augmentation du nombre d'ouvertures de droit : d'une part, la nouvelle réglementation, mise en œuvre en août 2016, a accéléré le renouvellement des droits : alors qu'auparavant la fin de droit intervenait après que 243 jours avaient été consommés, soit en moyenne 394 jours calendaires après l'ouverture du droit (en 2016), la fin de droit intervient désormais à la date anniversaire de l'ouverture du droit. D'autre part, l'augmentation du nombre de salariés intermittents du spectacle et du nombre d'heures travaillées en 2018 et 2019 a également permis à plus d'intermittents d'ouvrir des droits.

Tableau 6

OUVERTURES DE DROITS DANS LES ANNEXES 8 ET 10 ENTRE 2014 ET 2019

	Annexes 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne
2014	48 322	725	49 160	638	97 482	681
2015	48 073	736	49 143	647	97 216	691
2016	46 688	754	49 143	659	97 726	704
2017	51 299	840	54 201	717	105 500	776
2018	57 166	861	57 436	718	114 602	789
2019	59 204	852	60 461	713	119 665	782
Evolution 2018-2019	3,6%	-1,0%	5,3%	-0,8%	4,4%	-1,0%
	2 038	-9	3 025	-5	5 063	-8

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

3. Avant le 1er août 2016, cette période de référence s'étendait sur dix mois pour les techniciens (annexe 8) et sur dix mois et demi pour les artistes (annexe 10).

Les durées moyennes d'affiliation diminuent légèrement

La durée moyenne d'affiliation globale à l'ouverture du droit pour les deux annexes s'élève à 782 heures [cf. Tableau 6], soit 7 heures de moins qu'en 2018 (-1,0% en un an). De manière plus spécifique, la durée moyenne d'affiliation diminue de 9 heures pour les techniciens et de 5 heures pour les artistes. L'affiliation moyenne pour les techniciens s'élève ainsi à 852 heures et à 713 heures pour les artistes.

Une ouverture de droits sur 10 correspond à une primo-ouverture

Au cours de l'année 2019, 11 800 allocataires sont entrés pour la première fois en indemnisation à l'Assurance chômage au titre des annexes 8 et 10, ce qui représente 9,9% des entrées. La part des nouveaux entrés est plus importante pour les techniciens (10,3%) que pour les artistes (9,4%).

L'âge moyen à l'entrée est de 32 ans (31 ans pour les techniciens et 33 ans pour les artistes). La part des hommes s'élève à 58,5%.

La durée moyenne d'affiliation des primo-entrants est de 672 heures en 2019 et est en baisse de 9 heures par rapport à 2018 (-1,3%), soit le même ordre de grandeur que la diminution de la durée d'affiliation de tous les entrants (-8 heures). Les primo-entrants ont une durée d'affiliation moyenne de 708 heures pour l'annexe 8 et de 634 heures pour l'annexe 10 [cf. Tableau 7]. Cette durée moyenne est inférieure d'environ 110 heures à celle de l'ensemble des allocataires ayant eu une ouverture de droits au cours de l'année (782 heures).

Tableau 7

NOMBRE DE 1^{ÈRES} OUVERTURES DE DROITS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 PAR AN

	Annexes 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)
2003	4 261	787	7 998	684	12 259	720
2004	4 100	693	4 104	632	8 204	720
2005	4 811	668	3 468	613	8 279	645
2006	5 470	689	3 788	617	9 258	659
2007	5 714	672	3 653	603	9 367	645
2008	6 013	660	4 223	603	10 236	636
2009	5 111	664	3 898	617	9 009	644
2010	4 852	658	3 829	602	8 681	634
2011	5 536	652	4 078	601	9 614	631
2012	5 857	655	4 036	597	9 893	631
2013	5 508	658	3 972	602	9 480	634
2014	5 043	660	3 546	604	8 589	637
2015	4 660	684	3 202	612	7 862	655
2016	5 308	680	4 110	616	9 418	652
2017	5 913	703	4 906	632	10 819	671
2018	6 529	718	5 665	638	12 194	681
2019	6 084	708	5 711	634	11 795	672

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Plus de 9 allocataires en fin de droits sur 10 s'ouvrent un autre droit à indemnisation

On dénombre 116 400 sorties de droit au cours de l'année 2019 contre 111 900 en 2018, soit une hausse de +4,0% qui découle de la nouvelle réglementation qui entraîne une augmentation du nombre d'ouverture de droits et un raccourcissement de la durée des droits. [cf. Tableau 8].

Tableau 8

DURÉE MOYENNE D'INDEMNISATION ET COÛT MOYEN DES SORTIES DE DROIT AU COURS DE L'ANNÉE

	Annexes 8			Annexe 10			Total		
	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €
2016	46 727	233	14 181	49 302	242	12 777	96 029	238	13 460
2017	52 834	219	13 222	49 661	248	12 958	102 495	233	13 094
2018	57 328	190	11 212	54 595	251	13 080	111 923	220	12 123
2019	58 940	186	10 881	57 461	251	13 288	116 401	218	12 069

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Les fins de droit représentent la très grande majorité de ces sorties⁴. Parmi les 112 300 allocataires en fin de droits en 2019, 92,5% se sont ouverts un nouveau droit à indemnisation soit au titre des annexes 8 et 10, ou d'un autre régime de l'Assurance chômage, soit au titre du Fonds de Professionnalisation et de Solidarité, et 7,5% sont sortis de manière durable, c'est-à-dire sans nouvelle période de chômage indemnisée. Ce dernier cas de figure peut recouvrir des situations très variées : accident de carrière (rejet pour travail insuffisant lors du réexamen, changement de profession) ou reprise d'un travail sans interruption.

La durée moyenne d'indemnisation est en baisse pour l'annexe 8

La durée moyenne d'indemnisation est en baisse de 2 jours en 2019 et atteint 218 jours pour les deux annexes confondues [cf. Tableau 8]. Elle est constante pour l'annexe 10 (251 jours en 2018 et 2019) et diminue pour l'annexe 8 (190 jours en 2018 et 186 jours en 2019).

Un montant moyen d'indemnisation par droit en légère baisse

Le montant moyen d'indemnisation par droit, mesuré à la sortie du droit, s'établit à 12 100 euros [cf. Tableau 8]. Il baisse de 0,4% sur un an et est lié à la baisse moyenne du nombre moyen de jours indemnisés. Ce montant augmente de +1,6% pour l'annexe 10 et baisse de 3,0% pour l'annexe 8.

Guillaume DELVAUX,
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

4. Outre les fins de droit, les sorties de droit englobent également les radiations, départs à la retraite, décès,...

Annexe 1 : Les principales règles d'indemnisation des annexes 8 et 10

Le Règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 pose les conditions générales d'accès au régime d'assurance chômage. Les conditions propres aux professionnels du spectacle sont précisées dans les annexes 8 et 10 à ce Règlement. **Suite à l'accord du 28 avril 2016 et à la publication du décret du 13 juillet 2016, des nouvelles règles sont mises en œuvre à partir du 1^{er} août 2016. Les nouvelles règles sont applicables aux droits déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1^{er} août 2016.**

L'annexe 8 concerne les techniciens et ouvriers des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de la radio, de la diffusion et du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée. Le champ d'application de l'annexe 8 est limité à certaines fonctions de salariés qui doivent être mentionnée dans la liste des emplois de l'annexe 8.

L'annexe 10 s'applique à l'ensemble des artistes du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée (tels que définis par l'article 7121-2 du code du travail).

L'OUVERTURE DE DROITS

Pour bénéficier d'une ouverture de droit au titre des annexes 8 et 10, il faut justifier exclusivement dans ce régime de 507 heures de travail ou d'heures assimilées au cours des 12 mois qui précèdent la fin de contrat de travail prise en compte pour l'ouverture du droit.

LE CALCUL DE L'ALLOCATION JOURNALIÈRE

Le montant de l'allocation journalière n'est pas déterminé à partir d'une base journalière mais en fonction des salaires et heures de la période de référence, ainsi que de l'allocation journalière minimale.

LA DURÉE DU DROIT

Le droit est attribué jusqu'à une date anniversaire qui marque la fin de l'indemnisation. La date anniversaire est fixée au terme d'un délai de 365 jours calendaire à compter de la fin de contrat de travail prise en considération pour l'ouverture des droits.

LE SEUIL DE NON INDEMNISATION

Aucune indemnisation n'est due lorsqu'un seuil de jours mensuel de travail est atteint (26 jours⁵ pour l'annexe 8 et 27 jours pour l'annexe 10).

LE CUMUL DE L'ALLOCATION AVEC UNE RÉMUNÉRATION

Suite à la publication du décret n°2016-961 du 13 juillet 2016, le plafonnement au cumul de l'ARE spectacle avec une activité reprise est fixé à 118 % du plafond de la sécurité sociale soit 3984,86 euros bruts au 1^{er} janvier 2019.

Le calcul du nombre de jours non indemnisables (J) se fait toujours uniquement en fonction du nombre d'heures effectuées⁶ et de l'annexe qui a permis l'ouverture des droits :

- Annexe 8 : $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 8) \times 1,4$
- Annexe 10 : $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 10) \times 1,3$

Exemple :

Un technicien perçoit 70 € d'allocation journalière et déclare 120 heures de travail pour 2 500 euros bruts en septembre (30 jours dans le mois).

$J = (120 \text{ h} \times 1,4) / 8 = 21$. Nombres de jours indemnisables = $30 - 21 = 9$

Le montant de l'ARE versé sera de 630 euros ($9 \times 70 \text{ €/jour}$).

Le plafond est vérifié et n'est pas dépassé : $630 \text{ €} + 2\,500 \text{ €} = 3\,130 \text{ €} < 3\,984,86 \text{ €}$

5. Heures de travail divisées par 8 pour l'annexe 8 ; heures de travail divisées par 10 pour l'annexe 10.

6. Pour toute fin de contrat de travail égale ou postérieure au 1^{er} août 2016, le cachet est valorisé à 12 heures (contre 8 heures pour le cachet groupé et 12 heures pour le cachet isolé précédemment).

LE DÉLAI D'ATTENTE

Un délai d'attente de sept jours s'applique à chaque ouverture de droits ou réadmission. Il ne peut pas excéder 7 jours sur une même période de 12 mois. Il ne peut commencer à courir que sur un jour indemnisable.

LA FRANCHISE CONGÉS PAYÉS

Cette franchise correspond aux jours de congés payés acquis auprès de la caisse des congés spectacle pendant la période de référence affiliation de l'ouverture de droit, à raison de 2,5 jours de congés par période de 24 jours travaillés. Elle est plafonnée à 30 jours calendaires et se consomme mensuellement à raison de :

1. 2 jours par mois si la franchise totale est inférieure ou égale à 24 jours
2. 3 jours par mois si la franchise totale est strictement supérieure à 24 jours

Pour en savoir plus <http://www.pole-emploi.fr/informations/les-allocations-versees-aux-intermittents-du-spectacle-@/article.jspz?id=60567>

Annexe 2 : Population indemnisée au titre des annexes 8 ou 10 au 31 décembre 2019, âge moyen, taux journalier moyen

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
08. Ardennes	43	43	53,9	58	43	52,6	101	43	53,2	0,1%
10. Aube	53	40	59,7	85	44	54,4	138	42	56,4	0,1%
51. Marne	209	39	58,9	255	41	53,9	464	40	56,1	0,4%
52. Haute-Marne	17	42	53,1	39	47	51,7	56	45	52,1	0,1%
54. Meurthe-et-Moselle	215	38	57,2	327	43	54,3	542	41	55,4	0,5%
55. Meuse	22	40	60,5	37	41	54,0	59	40	56,4	0,1%
57. Moselle	205	39	58,8	243	43	53,2	448	41	55,8	0,4%
67. Bas-Rhin	703	39	58,6	598	41	54,9	1 301	40	56,9	1,2%
68. Haut-Rhin	125	40	57,0	202	40	53,4	327	40	54,7	0,3%
88. Vosges	36	38	57,2	73	43	53,2	109	41	54,5	0,1%
Grand Est	1 628	39	58,2	1 917	42	54,0	3 545	41	56,0	3,4%
16. Charente	715	35	61,7	171	44	51,7	886	37	59,8	0,8%
17. Charente-Maritime	304	43	58,7	346	43	51,7	650	43	55,0	0,6%
19. Corrèze	53	41	55,0	138	39	50,9	191	40	52,0	0,2%
23. Creuse	37	42	54,3	55	44	52,1	92	43	53,0	0,1%
24. Dordogne	99	41	55,2	242	44	49,1	341	43	50,9	0,3%
33. Gironde	1 115	40	57,1	1 405	41	52,0	2 520	40	54,3	2,4%
40. Landes	125	40	58,1	202	44	51,1	327	42	53,8	0,3%
47. Lot-et-Garonne	67	42	56,7	158	43	50,1	225	43	52,1	0,2%
64. Pyrénées-Atlantiques	270	41	57,3	436	42	50,5	706	42	53,1	0,7%
79. Deux-Sèvres	101	42	56,2	181	42	54,2	282	42	54,9	0,3%
86. Vienne	172	41	56,4	351	41	52,7	523	41	53,9	0,5%
87. Haute-Vienne	126	41	54,6	215	42	52,3	341	41	53,1	0,3%
Nouvelle Aquitaine	3 184	40	58,0	3 900	42	51,6	7 084	41	54,5	6,7%
01. Ain	147	39	57,0	211	44	54,2	358	42	55,3	0,3%
03. Allier	61	44	56,4	147	45	52,9	208	45	53,9	0,2%
07. Ardèche	162	42	53,4	273	45	49,7	435	44	51,1	0,4%
15. Cantal	21	47	56,2	33	43	52,2	54	44	53,8	0,1%
26. Drôme	517	39	55,9	576	44	50,9	1 093	41	53,3	1,0%
38. Isère	554	40	56,4	813	43	52,1	1 367	41	53,8	1,3%
42. Loire	322	40	55,2	467	42	53,5	789	41	54,2	0,8%
43. Haute-Loire	67	40	55,9	95	44	50,1	162	42	52,5	0,2%
63. Puy-de-Dôme	260	41	57,4	370	43	51,4	630	42	53,8	0,6%
69. Rhône	1 834	38	57,0	2 526	39	52,8	4 360	39	54,6	4,2%
73. Savoie	132	41	55,7	229	42	53,0	361	42	54,0	0,3%
74. Haute-Savoie	249	37	57,8	304	41	54,7	553	39	56,1	0,5%
Auvergne-Rhône-Alpes	4 326	39	56,5	6 044	41	52,5	10 370	40	54,2	9,9%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
21. Côte-d'Or	219	39	57,7	251	43	52,5	470	41	54,9	0,4%
25. Doubs	173	40	56,4	211	42	52,5	384	41	54,3	0,4%
39. Jura	53	44	57,8	88	43	53,3	141	44	55,0	0,1%
58. Nièvre	54	40	55,6	93	47	51,7	147	44	53,2	0,1%
70. Haute-Saône	37	39	60,3	41	43	52,6	78	41	56,3	0,1%
71. Saône-et-Loire	149	41	57,9	205	42	52,8	354	42	55,0	0,3%
89. Yonne	89	42	59,1	149	45	53,5	238	44	55,6	0,2%
90. Territoire-de-Belfort	38	41	58,8	20	42	53,9	58	42	57,1	0,1%
Bourgogne-Franche-Comté	812	41	57,7	1 058	43	52,7	1 870	42	54,9	1,8%
22. Côtes-d'Armor	208	40	57,8	349	43	52,4	557	42	54,4	0,5%
29. Finistère	365	40	56,8	428	43	51,1	793	42	53,7	0,8%
35. Ille-et-Vilaine	842	39	57,2	976	40	51,7	1 818	40	54,2	1,7%
56. Morbihan	288	42	58,2	470	43	50,8	758	43	53,6	0,7%
Bretagne	1 703	40	57,3	2 223	42	51,5	3 926	41	54,0	3,7%
18. Cher	68	43	54,7	99	43	53,4	167	43	54,0	0,2%
28. Eure-et-Loir	158	41	62,1	157	46	55,0	315	43	58,6	0,3%
36. Indre	56	38	55,9	102	43	52,4	158	41	53,7	0,2%
37. Indre-et-Loire	368	40	58,7	593	41	52,8	961	41	55,1	0,9%
41. Loir-et-Cher	81	42	57,9	153	43	54,1	234	43	55,5	0,2%
45. Loiret	238	43	59,3	306	42	54,0	544	42	56,3	0,5%
Centre-Val de Loire	969	41	58,9	1 410	42	53,5	2 379	42	55,7	2,3%
2A. Corse-du-Sud	69	40	60,4	61	41	52,9	130	41	56,9	0,1%
2B. Haute-Corse	75	40	57,0	98	43	55,0	173	41	55,9	0,2%
Corse	144	40	58,6	159	42	54,2	303	41	56,3	0,3%
971. Guadeloupe	80	38	60,0	31	43	49,7	111	39	57,1	0,1%
972. Martinique	49	43	57,3	63	48	53,5	112	46	55,2	0,1%
973. Guyane	25	40	56,9	11	35	47,7	36	39	54,1	0,0%
974. La Réunion	263	39	56,2	255	41	50,7	518	40	53,5	0,5%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
75. Paris	11 490	38	61,5	10 569	41	55,8	22 059	39	58,8	21,0%
77. Seine-et-Marne	991	39	61,6	761	42	55,6	1 752	40	59,0	1,7%
78. Yvelines	1 155	38	62,1	767	42	56,0	1 922	40	59,7	1,8%
91. Essonne	939	40	61,6	655	43	54,7	1 594	41	58,8	1,5%
92. Hauts-de-Seine	3 017	38	63,0	1 759	41	56,1	4 776	39	60,5	4,5%
93. Seine-Saint-Denis	4 038	39	61,6	3 381	41	55,9	7 419	40	59,0	7,1%
94. Val-de-Marne	2 461	39	62,1	1 962	42	55,8	4 423	40	59,3	4,2%
95. Val-d'Oise	845	39	62,1	562	43	55,2	1 407	41	59,4	1,3%
Ile-de-France	24 936	38	61,8	20 416	41	55,8	45 352	40	59,1	43,2%
09. Ariège	80	43	52,0	158	42	48,9	238	43	49,9	0,2%
11. Aude	103	44	54,1	271	44	49,8	374	44	51,0	0,4%
12. Aveyron	60	40	55,1	164	42	50,2	224	41	51,5	0,2%
30. Gard	469	43	56,2	763	44	50,3	1 232	44	52,6	1,2%
31. Haute-Garonne	1 112	39	55,4	1 968	41	50,6	3 080	40	52,3	2,9%
32. Gers	88	41	53,7	156	44	51,5	244	43	52,3	0,2%
34. Hérault	1 226	40	56,5	1 749	43	50,4	2 975	41	52,9	2,8%
46. Lot	76	45	53,0	146	43	49,4	222	44	50,6	0,2%
48. Lozère	27	38	46,8	32	44	49,6	59	41	48,3	0,1%
65. Hautes-Pyrénées	52	41	53,7	168	43	50,0	220	43	50,9	0,2%
66. Pyrénées-Orientales	131	40	55,5	455	44	49,8	586	43	51,1	0,6%
81. Tarn	201	41	54,4	425	43	50,5	626	42	51,7	0,6%
82. Tarn-et-Garonne	56	46	56,8	150	45	51,4	206	45	52,8	0,2%
Occitanie	3 681	41	55,5	6 605	42	50,4	10 286	42	52,2	9,8%
02. Aisne	103	40	60,8	115	44	54,3	218	42	57,4	0,2%
59. Nord	1 215	38	59,1	1 122	40	54,9	2 337	39	57,1	2,2%
60. Oise	279	40	61,9	237	43	55,2	516	42	58,8	0,5%
62. Pas-de-Calais	164	39	59,4	218	41	54,1	382	40	56,4	0,4%
80. Somme	118	40	57,4	177	43	54,0	295	42	55,4	0,3%
Hauts-de-France	1 879	39	59,5	1 869	41	54,7	3 748	40	57,1	3,6%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
14. Calvados	327	42	57,7	361	43	53,0	688	42	55,2	0,7%
27. Eure	199	42	61,4	177	44	54,2	376	43	58,0	0,4%
50. Manche	84	39	57,7	135	44	51,1	219	42	53,6	0,2%
61. Orne	74	43	61,1	88	45	53,6	162	44	57,0	0,2%
76. Seine-Maritime	426	40	57,9	416	42	55,6	842	41	56,8	0,8%
Normandie	1 110	41	58,7	1 177	43	53,9	2 287	42	56,2	2,2%
44. Loire-Atlantique	1 113	40	56,8	1 351	41	52,3	2 464	41	54,3	2,3%
49. Maine-et-Loire	316	40	58,4	588	42	52,8	904	41	54,7	0,9%
53. Mayenne	59	38	58,1	89	44	53,1	148	42	55,1	0,1%
72. Sarthe	190	41	57,2	297	42	54,4	487	42	55,5	0,5%
85. Vendée	179	38	57,3	600	37	56,3	779	37	56,6	0,7%
Pays-de-la-Loire	1 857	40	57,2	2 925	41	53,5	4 782	40	54,9	4,6%
04. Alpes-de-Haute-Provence	87	41	55,9	141	45	48,6	228	43	51,4	0,2%
05. Hautes-Alpes	73	42	55,9	93	45	49,3	166	44	52,2	0,2%
06. Alpes-Maritimes	837	41	60,1	902	42	52,3	1 739	42	56,0	1,7%
13. Bouches-du-Rhône	1 980	41	58,1	2 076	42	51,5	4 056	42	54,7	3,9%
83. Var	476	41	57,9	717	44	51,1	1 193	43	53,8	1,1%
84. Vaucluse	403	43	57,5	564	43	51,2	967	43	53,8	0,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 856	41	58,3	4 493	43	51,4	8 349	42	54,6	7,9%
Total	50 503	39	59,6	54 556	42	53,5	105 059	40	56,5	100%

Source : Pôle emploi - Fichier National des Allocataires

Directeur de la publication
Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction
Cyril NOUVEAU

Réalisation
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

Pôle emploi,
1 avenue du Docteur Gley
75987 Paris cedex 20

www.pole-emploi.org



ISSN 2555-8404